GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS :
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

BUREAUX:
RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge,
à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

AVIS.

Nous rappelons à nos abonnés que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Pour faciliter le service et éviter des retards, nous les invitons à envoyer par avance les renouvellements, soit par un mandat payable à vue sur la poste, soit par les Messageries impériales ou générales, qui reçoivent les abonnements au prix de 18 fr. par trimestre, sans aucune addition de frais de commission.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes). Bulletin : Douaire; vente de biens soumis au douaire; approbation de la femme; ses effets; prescription de cinq ans. — Créancier à hypothèque spéciale; créancier à hypothèque générale; subrogation. — Conventions relatives à la création d'une société en commandite; acte de commerce; compétence commerciale. — Donation mutuelle entre époux par le même acte; nullité. — Mandat; mauvaise gestion; faute lourde; dommages et intérêts. — Cour de cassation (ch. civ.). Bulletin : Arrêt de partage; départiteur; défaut de motifs; dot mobilière; inaliénabilité; tiers de mauvaise foi; notaire; responsabilité.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises de la Seine : Infanticide. — Rixe; coups et blessures graves. — Tentative de meurtre. — Cour d'assises de la Lozère : Affaire Rousson; huit assassinats; massacre de deux familles.

RÔLE DES ASSISES DE LA SEINE.
CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes).

Présidence de M. Bernard (de Rennes).

Bulletin du 26 mars.

DOUAIRE. — VENTE DES BIENS SOUMIS AU DOUAIRE. — APPROBATION DE LA FEMME. — SES EFFETS. — PRESCRIPTION DE CINQ ANS.

La femme qui a consenti à la vente des biens soumis à son douaire a perdu sa qualité de usufruitière, soit de communisme que lui donnait sa qualité de douairière, et, par suite, elle n'a pas eu le droit de rechercher les acquéreurs. Ce consentement a eu pour effet de transformer son droit primitif en une simple créance en indemnité contre l'héritier de son mari. L'arrêt qui a consacré cette solution est irréprochable en droit; mais c'est à tort qu'il a jugé que les arrérages du douaire, ainsi changés en indemnité, étaient, aux termes de l'art. 2277 du Code Nap., prescriptibles par cinq ans, alors que la créance n'avait pas encore été liquidée : la liquidation seule était le point de départ de la prescription quinquennale.

Admission en ce sens, au rapport de M. le conseiller Bayle-Mouillard et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Sevin, plaidant M^e Fabre, du pourvoi des époux de la Berandière contre un arrêt de la Cour impériale d'Angers du 28 janvier 1854.

CRÉANCIER A HYPOTHEQUE SPECIALE. — CRÉANCIER A HYPOTHEQUE GENERALE. — SUBROGATION.

Le créancier qui a une hypothèque spéciale sur un immeuble peut se faire subroger dans une hypothèque générale et inscrite avant son hypothèque spéciale, de manière qu'une fois subrogé à l'hypothèque, il puisse en reporter tout le poids sur des immeubles autres que ceux spécialement hypothéqués à sa créance personnelle qui, sans cela, ne serait pas venue en ordre utile. Il ne fait en cela qu'user du droit que lui donne l'art. 1251, § 1^{er}, du Code Napoléon, et l'on ne peut l'en priver sous le prétexte de dol et de fraude; car *nullus videtur dolum facere qui suo jure utitur*.

Admission en ce sens, au rapport de M. le conseiller Hardon et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Sevin, plaidant M^e Fabre, du pourvoi du sieur Lorrain contre un arrêt de la Cour impériale de Metz, du 14 février 1854.

CONVENTIONS RELATIVES A LA CREATION D'UNE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — ACTE DE COMMERCE. — COMPÉTENCE COMMERCIALE.

Celui qui, assigné devant le Tribunal de commerce, n'a contesté sa qualité de commerçant, ni devant ce Tribunal ni devant la Cour impériale, n'est pas recevable à invoquer, pour la première fois, devant la Cour de cassation, l'incompétence de la juridiction commerciale. Il n'est pas fondé, d'ailleurs, à se prévaloir de cette exception, lorsque le fait pour lequel il a été cité a consisté, de sa part, à s'entretenir comme partie intéressée et salariée dans la conversion d'une société en commandite en une société anonyme ayant pour objet une exploitation de mines. Son concours dans des conventions relatives à la création d'une association éminemment commerciale constituait un acte de commerce.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Brière-Valigny, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Sevin, plaidant M^e Fabre. (Rejet du pourvoi du sieur Campbell contre un arrêt de la Cour impériale de Paris du 21 avril 1854.)

DONATION MUTUELLE ENTRE ÉPOUX PAR LE MÊME ACTE. — NULLITÉ.

La disposition par laquelle deux époux donnent à leur fils leurs biens immeubles, avec réserve d'usufruit en leur faveur, et en imposant au donataire l'obligation de laisser au survivant d'entre eux l'usufruit des biens du prédécédé, est nulle comme donation mutuelle et réciproque entre époux faite par le même acte, au mépris de

l'art. 1097 du Code Napoléon. Cette donation ne peut être validée par la disposition de l'art. 1121 du Code, parce qu'il en résulterait qu'elle ne pourrait être révoquée, alors qu'il est de l'essence des donations entre époux d'être toujours révocables. (Arrêt conforme de la chambre des requêtes du 16 janvier 1853.)

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Leroux (de Bretagne), et sur les conclusions conformes du même avocat-général; plaidant, M^e Thiercelin. (Rejet du pourvoi de la dame Laurent contre un arrêt de la Cour impériale de Montpellier.)

MANDAT. — MAUVAISE GESTION. — FAUTE LOURDE. — DOMMAGES ET INTÉRÊTS.

I. Le mandataire est responsable de sa mauvaise administration, alors surtout qu'il est salarié et qu'il est constaté qu'il avait sollicité le mandat. Ainsi, le mandataire chargé, dans ces conditions, par un propriétaire résidant en France, de gérer une habitation dans l'une des colonies françaises, a pu être déclaré responsable de sa mauvaise gestion, lorsqu'il a été reconnu, en fait, que les résultats en avaient été tellement déplorables, que les revenus, décroissant chaque année, avaient fini par devenir nuls, et que même la valeur de l'immeuble se trouvait entamée. Les dommages et intérêts auxquels il a été condamné n'ont été que la juste réparation de sa faute. Cette condamnation, fondée sur une appréciation de faits et de circonstances, échappe à la censure de la Cour de cassation.

II. De ce que le propriétaire, qui était absent de la colonie et qui ne connaissait pas la mauvaise gestion de son mandataire, a arrêté le compte de ses dépenses, il ne s'ensuit pas qu'il se soit rendu par là non recevable à intenter contre lui une action en dommages-intérêts pour inexécution de son mandat ou plutôt pour inexécution préjudiciable des pouvoirs qu'il lui avait confiés. La Cour impériale, en allouant ces dommages-intérêts et en les compensant avec les avances faites par le mandataire et arrêtées par le mandant, n'a violé ni les principes relatifs à la ratification, ni l'article 541 du Code de procédure, qui défend la révision des comptes.

COUR DE CASSATION (ch. civile).

Présidence de M. le premier président Troplong.

Bulletin du 26 mars.

ARRÊT DE PARTAGE. — DÉPARTITEUR. — DÉFAUTS DE MOTIFS. — DOT MOBILIÈRE. — INALIÉNABILITÉ. — TIERS DE MAUVAISE FOI. — NOTAIRE. — RESPONSABILITÉ.

Le magistrat qui n'a pas assisté à l'audience à laquelle a été délibéré et rendu un arrêt de partage, a pu être appelé comme départiteur, encore qu'il eût assisté aux précédentes audiences de l'affaire. (Art. 468 du Code de procédure civile.)

L'arrêt qui rejette une fin de non recevoir, sans donner, à l'appui de ce rejet, de motifs spéciaux, ne viole pas l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, si les motifs donnés sur la question du fond peuvent également s'appliquer à la fin de non recevoir.

L'acte frauduleux par lequel le mari, simulant un rembourcement, a réellement aliéné des meubles dotaux, spécialement une rente dont la femme était créancière, est un acte nul, même à l'égard de celui au profit duquel l'aliénation a eu lieu, si celui-ci a été complice de la fraude.

Les tiers de mauvaise foi, au profit duquel avaient été combinées les dispositions de l'acte frauduleux, n'est pas en droit d'exiger du notaire qui lui a prêté son concours pour la passation de cet acte des dommages-intérêts à raison du tort que lui cause l'annulation de cet acte.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Glandaz, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général Nicolas-Gaillard, d'un pourvoi dirigé contre un arrêt rendu, le 7 février 1853, par la Cour impériale de Caen. (Lallier contre Gallière et Lemaître; plaidants, M^{es} Hérol et Groualle.)

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Haton.

Audiences des 26 et 27 mars.

INFANTICIDE.

Le jury vient de juger trois affaires qui ont déroulé le triste tableau de l'immoralité profonde qui désole certaines classes de la société. Rien n'est plus révoltant que les détails qui sont ressortis des débats de ces affaires, et si quelque chose peut diminuer la douleur de ces révélations, c'est la sévérité que le jury a su déployer dans les verdicts qu'il a rendus.

Dans la première affaire, il s'agit d'une jeune fille, Madeleine Pinon, âgée de vingt-deux ans, qui a tué son enfant et qui avoue le crime qui lui est reproché.

Jusqu'à-là, rien que de trop ordinaire. Malheureusement ce fait se représente souvent devant la justice. Mais le côté odieux de l'affaire, la révoltante immoralité qu'elle présente, ressort de la circonstance suivante prise en dehors de l'accusée et de l'accusation.

Madeleine avait été confiée par ses parents, demeurant à Belleville, au sieur Meunier, son oncle, ouvrier chauffeur, demeurant impasse Saint-Laurent, n^o 11, et marié. Cet homme a aujourd'hui cinquante-neuf ans, et voici la conduite infâme qu'il a tenue; c'est l'acte d'accusation qui parle :

« Madeleine était d'une santé délicate et affectée d'une maladie grave des yeux. Il y a dix-huit mois environ, Meunier parvint à séduire cette jeune fille, en lui donnant l'espoir qu'une guérison radicale serait la suite de son consentement. Au mois d'avril 1854, elle acquit la certitude qu'elle était enceinte; elle en avertit Meunier, qui parut fort irrité, et la menaça de sa colère si elle accouchait dans sa maison. »

Voici les conséquences qu'ont eues pour cette malheureuse fille, si indignement abusée, les entraînements auxquels l'a soumise l'homme qui aurait dû la protéger con-

tre tous :

« Elle était parvenue à dissimuler son état de grossesse à sa tante, et comptait se rendre dans un hôpital pour y faire ses couches; elle s'était même présentée à l'établissement de la Maternité, mais on lui avait déclaré qu'elle était trop éloignée du terme de sa grossesse pour être admise de suite. Elle se disposait à y retourner prochainement lorsque, le 29 juillet, elle a été prise d'une indisposition à la suite de laquelle elle a inopinément ressenti les douleurs de l'enfantement. L'enfant est sorti de son sein vivant, elle l'a entendu crier et elle l'a senti remuer. Elle a pensé à cet instant aux menaces de son oncle, au déshonneur qui allait la flétrir et rejait sur sa famille : elle a perdu la tête, elle a serré son enfant dans ses bras et l'a étouffé sous sa couverture! Quand Meunier est entré dans sa chambre, elle lui a dit qu'elle avait mis au monde un enfant mort et l'a chargé de faire disparaître le cadavre. »

« Meunier a été forcé de reconnaître l'exactitude de ce récit. Il avait été soupçonné, au début de l'instruction, de s'être rendu complice du crime de sa nièce : les aveux de celle-ci l'ont disculpé, et la justice n'a pu lui demander compte que de l'infraction qu'il avait commise aux lois sur les inhumations, en enterrant sans autorisation le cadavre de l'enfant nouveau-né. Il a été condamné pour ce fait à deux mois de prison et 50 fr. d'amende. C'est le maximum de la peine prononcée par l'article 358 du Code pénal. Mais c'est une expiation bien faible sans doute aux yeux de la morale pour l'indigne conduite qu'il a tenue envers celle qui lui devait protéger et qu'il a entraînée dans l'abîme. »

Le jury ne pouvait acquiescer complètement Madeleine; mais, sur la plaidoirie de M^e Loiseau de Morizel, et après avoir entendu M. l'avocat-général Puget, il a rapporté un verdict affirmatif modifié par une déclaration de circonstances atténuantes.

La Cour a abaissé la peine de deux degrés, et condamné l'accusée à cinq années de réclusion. Une demande en commutation de peine a été immédiatement signée par MM. les jurés.

RIXE. — COUPS ET BLESSURES GRAVES.

Férocité et lâcheté, voilà les deux mots qui peuvent résumer cette affaire. Férocité car, sans motif, sans provocation, un honnête ouvrier, le sieur Plancolaine a été renversé, frappé à outrance, et n'est sorti des mains de ses bourreaux qu'avec une jambe cassée en deux endroits, un œil crevé et le corps atrocement meurtri. Lâcheté car trois ouvriers se sont acharnés sur un seul; pendant que l'un d'eux tenait la victime renversée, l'autre lui frappait la tête à coups de talons ou de sabots, et le troisième lui meurtrissait les jambes à coups de pieds.

Les auteurs de cette lâche et féroce agression sont les nommés Chastang, trente-six ans, ouvrier ébéniste, déjà condamné pour vol; Alphonse Finat, vingt-cinq ans, ouvrier bouchonnier, et Auguste Langlacé, vingt-neuf ans, journalier.

Quelle a été la cause de cette rixe? Il n'y en a pas eu : il n'y a eu qu'un de ces prétextes que savent toujours faire maître ces hommes aux habitudes violentes, véritables piliers de cabaret, qui puisent dans le mauvais vin les funestes inspirations qui les conduisent au crime. Plancolaine entre chez un marchand de vin de la rue du Paon-Saint-Victor pour y prendre une bouteille de vin et trois verres qu'il emporte afin de régaler deux amis qu'il a chez lui. Chastang veut l'obliger à le régaler aussi, ainsi que ses dignes amis. Plancolaine s'y refuse et emporte son vin.

Un quart d'heure après il revient; il est de nouveau obéssé, et il l'oppose un nouveau refus à ces obéssions. Il est immédiatement frappé par Chastang, qu'il renverse cependant; Finat se porte sur lui et le renverse à son tour. Dans la chute, Plancolaine se brise la jambe. Finat le maintient à terre et le frappe. Chastang se relève et meurtrit le visage de cet infortuné à coups de sabots; il lui creve un œil. Pendant ce temps, Langlacé frappe à coups de pied les jambes de Plancolaine.

Voilà la scène; voilà les hideux détails révélés par les débats.

Après le réquisitoire de M. l'avocat-général Puget, et la défense présentée par M^e Tambour, le jury a rapporté un verdict de culpabilité contre les trois accusés, en accordant à Finat seul, dont les antécédents sont bons, des circonstances atténuantes.

La circonstance aggravante d'incapacité de travail de plus de vingt jours a été écartée en ce qui touche Langlacé.

La Cour condamne Chastang à six années de réclusion, Finat à quatre années de prison, et Langlacé à quinze mois de la même peine.

TENTATIVE DE MEURTRE.

Le dépit amoureux, qui se traduit au théâtre par une restitution réciproque de gages et de souvenirs précédemment échangés ou par une paille rompue, se traduit souvent, dans la vie réelle, par des actes d'une odieuse violence. C'est lui qui a poussé l'accusé Jean Pascal à la tentative de meurtre qui lui est aujourd'hui reprochée, et qui a eu lieu le 14 décembre dernier sur la personne de la fille Madeleine Grossier.

Quel est cet amour dont les effets ont été si violents? Il a pris naissance dans les circonstances les plus repoussantes, et il a été marqué, pendant les quinze jours qu'il a duré, par les incidents les plus ignobles et les plus révoltants. Nous avons retrouvé ici un de ces côtés hideux des mœurs dont nous parlions tout à l'heure.

La fille Grossier vivait avec un ouvrier nommé Cheret. Etant tombée malade, elle fut reçue à l'hospice de l'Ourcine. Pascal, profitant du mécontentement de cette fille, va la voir à l'hospice, et la décide à vivre avec lui après sa guérison.

Bientôt la fille Grossier s'aperçoit que Pascal est un ouvrier paresseux qui ne pourra subvenir à leurs besoins communs. Elle se prend à regretter Cheret, qui travaillait au moins pour la soutenir, et Pascal est froissé de ce retour vers le premier amant.

Alors intervient un pacte ignoble : la fille Grossier viendra à Cheret, mais elle réservera à Pascal deux jours

par semaine !...

C'est infâme, mais c'est ce qui est ressorti du débat. Enfin Pascal n'y tient plus. Un jour, il feint de partir pour Marseille, et il annonce son départ à la fille Grossier en lui demandant son portrait ou une mèche de ses cheveux. Elle refuse, et Pascal voit sur son visage l'épanouissement joyeux que lui cause l'annonce de son départ. Il s'arme de son couteau et il frappe cette fille au visage et dans les reins. Heureusement les blessures ont été peu graves.

Le jury, après avoir entendu M. l'avocat-général Puget et M^e Sauvage, défenseur de Pascal, a fait à chacun des acteurs de cette déplorable scène sa part de culpabilité et d'indignité, et il a déclaré l'accusé coupable en lui accordant toutefois des circonstances atténuantes.

La Cour a condamné Pascal à dix années de réclusion, et l'a soumis à la surveillance perpétuelle.

COUR D'ASSISES DE LA LOZÈRE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Ignou, conseiller.

Audience du 22 mars.

AFFAIRE ROUSSON. — HUIT ASSASSINATS. — MASSACRE DE DEUX FAMILLES.

Une affaire horrible et presque sans précédents dans les annales de la justice est soumise au jury de la Lozère. Un homme, très jeune encore, comparé devant la Cour d'assises sous l'accusation de huit assassinats. Le récit de ses crimes fait naître l'épouvante, et l'on a peine à concevoir la férocité inouïe qui l'a poussé à se baigner dans le sang de deux familles.

Cette affaire, qui excite dans tout le département de la Lozère l'émotion la plus profonde, a commencé aujourd'hui. Bien avant sept heures du matin, le trajet que doit parcourir l'accusé pour se rendre de la maison d'arrêt au Palais-de-Justice, trajet assez considérable puisqu'il a plus d'un kilomètre, est bordé d'un double haie de curieux que ne décourage pas un temps froid et pluvieux. Un peu avant huit heures, les portes de la prison s'ouvrent, et on voit paraître Maurice Rousson, escorté de six gendarmes; aussitôt, de tous côtés, on entend : « Mais ce n'est pas lui, ce n'est pas l'auteur des crimes du Solier et du mas Boisson! cet enfant ne peut avoir assassiné huit personnes! » C'est qu'en effet Maurice Rousson a une figure enfantine, il est sans barbe, ses traits sont fins et délicats, son sourire est doux, sa taille est au-dessous de la moyenne, sa constitution est faible, il est vêtu d'une manière propre et même élégante pour sa condition.

A neuf heures on annonce la Cour, et la séance est ouverte; sur la réquisition de M. le procureur général, la Cour ordonne l'adjonction d'un troisième assesseur et de deux jurés suppléants; M. le président prévient l'accusé que, par suite de cet arrêt, il n'a plus que huit récusations à exercer; ce droit est épuisé par M^e Mercier, l'un de ses conseils.

Le jury étant constitué et ayant prêté serment, M. le président interroge sommairement l'accusé, qui déclare se nommer Maurice Rousson, cultivateur propriétaire aux Longognes, commune de Saint-Etienne, vallée Française. Il déclare, en outre, être âgé de vingt-huit ans.

Après l'accomplissement des formalités préliminaires, M. le président ordonne au greffier de lire l'acte d'accusation ainsi conçu :

Dans les derniers jours de février 1854, un crime épouvantable vint jeter la terreur dans l'un des cantons du département de la Lozère, celui de Saint-Germain de Calberte. Une famille entière, celle de François Rousson, du hameau du Solier, père, mère, enfants, grand mère, fut impitoyablement massacrée pendant la nuit dans l'intérieur de son logis, et, selon toutes les apparences, par un hôte qui y avait été accueilli avec bienveillance et généreusement hébergé. Une seule des victimes survécut à ses blessures; ce fut Célestin Rousson, âgé de six ans; mais l'espoir qu'on avait eu d'abord d'obtenir de ce témoin de précieuses indications fut malheureusement déçu.

Son intelligence et sa mémoire semblèrent avoir été sérieusement affectées par ses blessures et par l'effroi dont il avait été saisi au moment du crime. A toutes les questions qu'on lui adressa d'abord, il ne fit que cette réponse désespérée : « Je ne m'en souviens pas. » Plus tard, il sembla vouloir entrer dans quelques détails, il donna même le signalement du meurtrier, qu'il représenta comme étant de haute taille, coiffé d'un chapeau blanc, et portant une grande barbe (*uno bello barbo*); mais l'incohérence de ses réponses, les contradictions qu'on y remarquait, leur enlevaient tout caractère sérieux, et dut les faire considérer comme les divagations d'un esprit malade. Tous les efforts des magistrats ne purent parvenir à découvrir l'auteur de cet abominable forfait. Les soupçons s'égarèrent successivement sur la tête de trois habitants du voisinage que certaines circonstances suspectes compromettaient assez gravement; mais aucune preuve directe et de nature à rassurer la conscience des magistrats ne vint confirmer les premiers indices. Les explications des inculpés et le résultat de l'instruction en affaiblirent même la portée, et après quinze mois de laborieuses investigations, des ordonnances de non-lieu durent être prononcées.

Plus de trois années s'étaient écoulées depuis ce douloureux événement, et le souvenir en était encore palpitant dans la contrée, lorsqu'un second crime, exactement semblable au premier, vint frapper de stupeur et d'effroi les populations du même canton et éclairer d'une lueur sinistre l'obscurité qui jusqu'alors avait enveloppé le premier. Dans la nuit du 11 au 12 septembre dernier, la famille Victor Chabrol, du mas Buissou, composée aussi de cinq personnes, tomba tout entière sous les coups d'un assassin : le père à quelques centaines de mètres de sa demeure, la mère et les trois enfants dans l'intérieur de la maison. Comme lors du premier crime, l'assassin parait avoir consommé seul tous ces meurtres; il avait été reçu comme un ami par ses victimes; il les avait frappées à coups de hachette; le mobile du crime était le même : la cupidité.

L'aspect des blessures semblait, cette fois comme la première, indiquer que les coups avaient été portés de la main gauche. Enfin, et comme pour rendre l'analogie plus frappante, l'une des victimes du second crime, la jeune Irma Chabrol, âgée de onze ans, avait survécu à ses blessures; mais, heureusement pour la justice, la sarrée de la ressemblance, Irma Chabrol a été miraculeusement préservée et promptement guérie. Son sang-froid, etonnant pour son âge, a défendu sa jeune intelligence de l'influence funeste que l'effroi a exercé sur celle de Célestin Rousson. Elle a pu désigner l'assassin de sa famille, elle a prononcé le nom de Maurice, et

aucun des témoins de cette déclaration n'a hésité à penser qu'elle voulait parler de Maurice Rousson. Les voix expirantes de sa mère et de son frère Jules sont venues confirmer son précieux témoignage. Chaque pas qu'il a fait l'instruction a amené des preuves nouvelles et irrécusables de la vérité de ces trois déclarations, et Maurice Rousson, le détestable auteur de tous ces crimes, a pu enfin être saisi et traduit devant la Cour.

Ce premier aperçu, destiné à faire connaître l'ensemble des faits soumis au jury, ne remplirait pas complètement l'objet de l'accusation, et il est indispensable d'entrer dans quelques détails pour mettre en relief les principales preuves qui s'élevaient contre l'accusé.

Occupons-nous d'abord du crime le plus récent, celui du 11 septembre dernier, commis sur les membres de la famille Chabrol, du mas Buisson. Ce sera le moyen de rendre plus clair, plus simple et moins long l'exposé qui nous reste à présenter au jury.

Dans la nuit du 11 au 12 septembre dernier, Irma Chabrol frappait à la porte des mariés Corbier, au hameau de Peyrebrune, éloigné d'environ mille mètres de celui du mas Buisson, où demeure la famille Chabrol. La femme Corbier se leva et demanda à cette enfant le motif de sa venue à Peyrebrune. Irma raconta alors qu'on avait battu sa mère et ses frères, qu'ils étaient blessés, qu'elle-même avait été battue, mais qu'ayant feint d'être morte; pour échapper à de nouvelles violences, le meurtrier s'était retiré, croyant sans doute l'avoir tuée; qu'elle avait attendu, pour se lever, qu'il se fût éloigné; qu'elle avait trouvé sa mère mourante et était venue chercher du secours auprès de ses voisins de Peyrebrune; elle ajouta qu'à la voix elle croyait avoir reconnu le meurtrier pour le nommé Maurice, qu'elle connaissait parfaitement. Personne ne douta que l'enfant ne voulût parler de Maurice Rousson, le seul des habitants du voisinage qui porte ce prénom. Les mariés Corbier appelèrent à eux leurs plus proches voisins et coururent avec eux au mas Buisson porter secours à cette malheureuse famille. On peut juger de leur effroi au spectacle navrant qui les frappa quand ils franchirent le seuil de cette maison désolée. La femme Chabrol, vêtue de sa seule chemise, gisait, affreusement défigurée et couverte de sang, près la porte d'entrée.

Dans une petite cour, gisait, dans le même état que sa mère, Jules Chabrol, âgé de seize ans; enfin, dans une chambre attenante à la cuisine, on apercevait, étendu en travers de sa couche, le cadavre de Ferdinand Chabrol, jeune enfant à peine âgé de six ans. Une seule blessure lui avait ôté la vie, blessure affreuse, béante, et par suite de laquelle la tête avait été presque séparée du corps. La femme Chabrol et Jules respiraient encore, mais on s'attendait à chaque instant à les voir expirer; aussi s'empressa-t-on de les interpellier sur le nom de leur assassin. La femme Chabrol désigna distinctement et à plusieurs reprises Maurice Rousson comme celui qui l'avait ainsi assassinée. De nombreux témoins assistaient à cette déclaration solennelle de la mourante. Jules Chabrol, quoique n'ayant pu d'abord répondre aux questions des assistants, ramené plus tard par l'application de quelques réactifs, finit par désigner aussi Maurice Rousson comme son assassin. Dans les angoisses de sa douloureuse agonie, il proférait contre lui d'énergiques malédictions. La mère et le fils ne tardèrent pas à expirer.

M. le maire de Saint-Etienne et M. Larguier, suppléant du juge de paix, ne tardèrent pas à arriver sur les lieux et à constater avec une minutieuse exactitude tout ce qu'ils jugèrent devoir servir à la découverte de la vérité. Il fut reconnu qu'aucun vol n'avait été commis dans l'intérieur de la maison. Tout était dans un ordre parfait dans les armoires et placards. Plus tard, et lorsque M. le juge d'instruction fut arrivé, Irma Chabrol lui fit remarquer qu'une somme assez considérable en or et en argent, qu'elle avait vue récemment entre les mains de son père, et qu'il tenait dans un vase en porcelaine placé dans l'armoire, ne s'y trouvait plus. Mais on va voir que cet argent n'avait pu être pris dans l'armoire par l'assassin. En effet, le père de famille, Victor Chabrol, était absent quand sa demeure fut envahie par ses voisins. Le premier moment passé, on s'inquiéta de cette absence, et l'événement ne justifia que trop les craintes qu'elle avait fait concevoir. Un des voisins, arrivé plus tard que les autres près du hameau du mas Buisson sur le bruit de l'événement, vint annoncer aux magistrats, encore présents sur le lieu du crime, qu'en se dirigeant vers la maison de Victor Chabrol, et arrivé à quelques centaines de pas de cette maison, il avait aperçu un cadavre étendu dans le lit d'un ravin, tout auprès du sentier qu'il parcourait; que, l'ayant examiné, il avait reconnu que c'était celui de Victor Chabrol, qui paraissait avoir été assassiné.

On se transporta immédiatement à l'endroit désigné par le témoin, et on reconnut qu'il avait dit vrai. On constata que Victor Chabrol avait été frappé à l'occiput, un peu du côté gauche, par quelqu'un qui marchait derrière lui et qui avait dû se servir du talon d'une hache pour lui faire cette première blessure. On en aperçut une seconde à la partie latérale gauche du cou. Celle-ci avait été faite évidemment avec le tranchant de la hache. Les empreintes remarquées sur le sentier indiquaient que deux personnes avaient marché à la suite l'une de l'autre jusqu'à l'endroit où le crime avait été commis, et que la personne qui marchait la première devait être chaussée de gros et grands souliers garnis de clous, tandis que l'autre devait porter des souliers plus fins, de plus petite dimension et peut-être même des bottes. On fouilla les vêtements de la victime, mais on n'y trouva point d'argent, et cependant tout annonce que Victor Chabrol était parti de chez lui pour aller à Saint-André payer une somme de 800 fr. qu'il devait à un sieur Perrier de cette commune.

Il l'avait fait annoncer à son créancier; il avait montré à sa famille et à plusieurs autres personnes 300 fr. en or et 350 fr. en pièces de 5 fr., qu'il destinait à ce paiement. Cet argent avait été placé par lui dans le vase en porcelaine indiqué par Irma Chabrol, et il n'y avait pas été retrouvé. Chabrol seul avait pu l'y prendre. Son assassin avait eu évidemment pour but de l'en dépouiller, et, ce premier crime une fois commis, les quatre autres ne l'avaient été que pour assurer l'impunité du coupable.

Des l'instant où les trois victimes eurent désigné Maurice Rousson, la gendarmerie fut envoyée à sa recherche, et c'est ici que les charges les plus accablantes s'accumulent d'heure en heure contre l'accusé. Les gendarmes ne le trouvent pas chez lui au hameau des Longognes. Ils apprennent qu'il est parti pour Alais avec sa femme, vers trois heures du matin. Sans perdre de temps, ils s'y rendent et parviennent à l'arrêter. Ils constatent qu'au premier moment Maurice Rousson ne demande pas même pourquoi on l'arrêtait; ce ne fut qu'après un certain temps qu'il fit cette question: Le maréchal-des-logis Soulaiges lui ayant fait connaître ce dont on l'accusait, il se borna à répondre qu'il était innocent. Il a été constaté et avoué par l'accusé qu'il avait, en arrivant à Alais, environ 120 fr. en or ou en argent. Il affirme, sans l'établir, que cette somme lui provenait du prix de ses cocons. Il est amené sur le lieu du crime et confondu avec les cadavres; il déclare les reconnaître et dit: « Oui, c'est bien là Victor Chabrol, mon meilleur ami. »

A toutes les questions que lui adressent les magistrats, il se borne à répondre: « Je n'ai pas fait cela. » On lui objecte les déclarations positives d'Irma Chabrol, avec qui on le confronte; celles de la femme Chabrol et de Jules, faites quelques instants avant leur mort; sa réponse est invariablement la même: « Je n'ai pas fait cela. » Un demi-aveu s'échappe cependant de ses lèvres. L'un des gendarmes chargé de le garder l'engageait fortement à avouer son crime en présence de preuves aussi accablantes. Il éprouve un instant d'hésitation et dit: « Eh bien! allez chercher ma femme, et laissez-la un moment avec moi, je lui raconterai tout. » Il est difficile de ne pas voir là un commencement d'aveu, arrêté aussitôt sur ses lèvres par la réflexion.

Mais de nouvelles découvertes ne tardèrent pas à aggraver encore sa position. Lors de la perquisition faite au premier moment au domicile de l'accusé, on avait trouvé deux haches, l'une grande, l'autre petite. Mais on savait, et le père de l'accusé convenait lui-même, qu'il y en avait trois dans la maison, et que celle de moyenne grandeur, dont on s'était servi tout récemment, manquait dans ce moment. Or, quelques heures après, les personnes commisses pour continuer les recherches parvinrent à découvrir, sous le toit d'une maison tenue à ferme par les Rousson, et cachée sous une ardoise, la hache qu'on avait jusque là inutilement cherchée. Cette hache était souillée de sang, et des cheveux, les uns courts et un seul beaucoup plus long, y adhérait encore. C'est pas tout l'accusé avait été vu, le 11 septembre,

vêtu d'une veste en étoffe printanière quadrillée blanc et bleu et d'un pantalon rayé des mêmes couleurs. On lui demanda de représenter ces vêtements. Il affirme qu'après les avoir pliés dans un mouchoir pour les porter à Alais, il les a rapportés de nouveau et laissés chez lui, en venant y prendre une pièce d'or qu'il avait oubliés. Il est sur ce point en contradiction avec sa femme; mais ces vêtements ne se trouvent nulle part. Dans quel but l'accusé peut-il les avoir fait disparaître? N'est-ce pas parce qu'ils étaient tachés de sang? Une nouvelle découverte va répondre à cette question.

Deux ou trois jours après le crime, un témoin, parcourant la même route que l'accusé avait suivie pour aller des Longognes à Alais, trouva, dans des broussailles bordant le chemin, un bout de manche d'une étoffe pareille à celle de la veste que portait Maurice Rousson le 11 septembre, et qui avait disparu. Des taches de sang imparfaitement lavées se remarquaient sur ce lambeau de vêtement. Cet objet fut immédiatement remis aux magistrats et reconnu par la famille Rousson, et par l'accusé lui-même, comme étant exactement pareil au vêtement perdu. Ainsi, il devenait certain que l'accusé, dans son trajet des Longognes à Alais, et lorsqu'il avait quitté sa femme pendant un quart-d'heure, avait cherché à anéantir des objets qui pouvaient le compromettre si gravement. Une dernière preuve viendrait au besoin compléter celles que nous venons d'énumérer. Dans ses interrogatoires, l'accusé a constamment nié avoir quitté son logis dans la nuit du 11 au 12 septembre, avant le moment de son départ pour Alais, en compagnie de sa femme, et celle-ci lui donne sur ce point le plus terrible démenti. Elle a toujours affirmé que son mari l'a réveillée un moment avant leur départ pour Alais, il était déjà habillé. Elle a ajouté que, lui ayant demandé s'il était allé à Saint-Etienne pour chercher des souliers, comme il en avait manifesté l'intention la veille au soir, il lui avait répondu qu'il était bien allé jusqu'à La Peyre (petite propriété tenue à ferme par lui), mais qu'il s'y était endormi. L'accusé ne nie pas avoir fait cette réponse à sa femme, mais il soutient qu'il ne lui a pas dit la vérité, sans pouvoir assigner un motif plausible à ce mensonge. En présence de preuves aussi éclatantes, la conscience la plus timorée ne pourrait se soustraire à la conviction de la culpabilité de Maurice Rousson, quant aux crimes commis au mas Buisson.

Examinons maintenant si la procédure n'élève pas contre lui des charges aussi démonstratives quant aux crimes commis au Solier en 1851.

Des l'instant où la femme Chabrol et deux de ses enfants eurent désigné Maurice Rousson comme leur assassin, un cri général s'éleva dans toute la contrée, accusant cet homme des assassinats du Solier. Jamais le jugement de l'opinion publique ne fut mieux justifié que dans cette occasion. Il était difficile d'admettre qu'il se trouvât dans la contrée deux hommes, ou plutôt deux monstres, capables de concevoir et d'exécuter de semblables forfaits. Les deux crimes avaient d'ailleurs entre eux tant de ressemblance, ainsi que nous l'avons fait remarquer, qu'on se sentait invinciblement conduit à les attribuer au même auteur. De lavis des médecins qui ont été appelés à constater l'état des cadavres et les causes de la mort, l'assassin du Solier, comme celui du mas Buisson, a dû frapper ses victimes de la main gauche; or, l'assassin convient qu'il est gaucher quand il se sert d'une pioche ou de tout autre instrument qui exige l'emploi des deux mains; à la vérité, il ajoute qu'il manie la hache de la main droite. Rien ne confirme cette assertion, et, d'ailleurs, ne serait-il pas possible que, pour mieux assurer ses coups, il eût frappé ses victimes en se servant des deux mains? Mais ce ne sont pas les seules preuves que l'accusation peut invoquer sur le chef en discussion.

L'accusé s'est trahi lui-même en plusieurs occasions par son attitude ou par ses propos. Ainsi, plusieurs témoins rapportent que Maurice Rousson, étant venu au Solier avec les habitants du voisinage au moment de la découverte du crime, ils furent frappés de l'expression sinistre de sa physionomie; ils se dirent entre eux: « L'air de Maurice des Longognes ne me convient pas; si on lui croyait assez de force et de courage pour exécuter un pareil crime, on serait tenté de penser que c'est lui qui l'a commis. » Un autre témoin rapporte que, d'instinct, avec Maurice Rousson quelque temps après ce même événement, et la conversation étant tombée sur ce sujet, celui-ci rougit visiblement et parut très embarrassé, ce dont le témoin reçut une fâcheuse impression. Des propos étranges et fort compromettants lui sont aussi attribués par plusieurs témoins. Il a dit à l'un: « Celui qui a commis le crime du Solier en commettra bien d'autres; il n'a pas été découvert une première fois, il ne le sera pas davantage une seconde; dans ces circonstances, il n'y a rien de tel que de faire tout disparaître et de tout cacher (tout recata et tout cabi). » Le ton sur lequel ce propos fut tenu impressionna fortement le témoin qui le rapporte. Il aurait, dit-il, soupçonné l'accusé, s'il l'eût cru assez fort et assez courageux pour exécuter un tel crime.

Le même témoin rapporte un autre fait d'une haute gravité. Il affirme que dans la soirée du 25 février 1851, il alla veiller chez les Rousson des Longognes, qu'il était seulement sept heures quand il entra chez eux; que Maurice était déjà couché, et, contre son habitude, refusa de se lever pour veiller avec lui. Le témoin, d'accord en cela avec la famille Rousson, ajoute que Maurice pouvait sortir de la maison sans être entendu des personnes qui veillaient chez lui. Une circonstance plus significative résulte des déclarations mêmes de l'accusé et de sa famille: c'est que, dans la matinée du 26 février 1851, les souliers de Maurice Rousson portaient des taches de sang encore fraîches. A la vérité, l'accusé lui-même s'empressa de parler de cette circonstance aux gendarmes, et peut-être même aux magistrats, en expliquant que ces taches provenaient d'une hémorrhagie nasale qu'il avait éprouvée pendant la nuit. N'est-ce pas là, de la part de l'accusé, une démarche hardie et bien calculée qui lui a été inspirée par cet instinct de ruse et de mensonge que tout le monde s'accorde de lui attribuer? Tout concourt donc à démontrer que l'opinion publique a frappé juste quand elle a attribué le crime du Solier à l'auteur de celui du mas Buisson.

Et maintenant interrogeons les antécédents de Maurice Rousson, et demandons-nous s'il y a lieu de s'étonner de voir cet homme commettre, à l'âge de 28 ans, un de ces crimes atroces dont les annales judiciaires n'offrent heureusement que de bien rares exemples.

Les témoins qui l'ont le mieux connu le représentent comme un menteur, un filou, un affronteur, un joueur effréné. Il a été condamné pour vol à quinze jours d'emprisonnement par le Tribunal d'Alais. Ses voisins l'accusent de nombreuses déprédations commises à leur préjudice; le chapelier d'Alais chez qui il se soumit l'accusé de lui avoir volé un chapeau dans son magasin. L'aubergiste chez qui il loge habituellement à Alais, affirme que deux fois il a quitté furtivement son auberge sans payer sa dépense. Un témoin rapporte qu'indigné du langage atroce tenu en sa présence par l'accusé, il ne put s'empêcher de lui adresser ces paroles de sinistre augure: « Malheureux! tu sens la guilloine. » Un dernier témoignage s'élève contre sa moralité, témoignage terrible, irrécusable, car c'est celui de sa famille entière: père, mère, épouse s'accordent à reconnaître qu'il a de bonne heure annoncé les instincts les plus pervers, qu'il ne leur a donné que du chagrin, que toutes leurs remontrances sont restées sans effet; ses parents ajoutent qu'ils se seraient bien gardés de lui infliger des corrections, de peur qu'il ne les assassinât, comme il les en a menacés. « Que je suis malheureux! s'écriait sa mère, d'avoir nourri un pareil monstre. Et moi, dit-elle, sa femme, j'explique cruellement la faute que j'ai commise en m'unissant à ce malheureux, malgré l'opposition de toute ma famille! »

Ainsi, quant au crime du mas Buisson, trois de ses victimes l'accusent. La hache dont il s'est servi, retrouvée chez lui et portant des traces sanglantes de l'usage qu'on venait d'en faire; un lambeau du vêtement qu'il portait au moment du crime, retrouvé, et aussi taché de sang; son absence inexplicable pendant la fatale nuit du 11 au 12 septembre; ce commencement d'aveu qu'il ne peut se décider à achever: tout se réunit pour dissiper jusqu'à l'ombre d'un doute sur sa culpabilité. L'objet du crime, le vol, est aussi bien établi que le crime lui-même. La somme d'argent qui a dû exciter sa convoitise avait été vue récemment entre les mains du malheureux Chabrol; il l'avait placée dans un vase de terre où il avait pu seul la prendre. Cet argent n'a été retrouvé ni sur le cadavre ni dans la maison de Chabrol; l'assassin a pu seul s'en emparer. Chabrol une fois tué, le mobile des autres crimes n'est plus le même: l'assassin ne le commet que pour assurer l'impunité. Fait principal, circonstances aggravantes se trouvent donc complètement justifiées. Il en est de même

de la tentative d'assassinat commise sur la personne d'Irma Chabrol. Qui pourrait douter que c'est contre la volonté du meurtrier que cette jeune enfant a échappé au sort de tous ses proches? On a déjà vu que le crime du Solier se rattache à celui du mas Buisson par des liens évidents et indétructibles. Il y a, pour ainsi parler, entre ces deux crimes un air de famille qui leur assigne invinciblement un même auteur. Il suffit de lire attentivement les procès verbaux constatant toutes les circonstances du premier crime, et de les comparer à ceux qui se rapportent au second, pour demeurer intimement convaincu que Maurice Rousson les a commis tous les deux.

Cet accusé savait, comme tous les voisins de François Rousson, que celui-ci avait réuni chez lui tout ou partie d'une somme de 2,000 fr. qu'il devait compter prochainement pour le prix d'une adjudication prononcée en sa faveur. C'est pour s'emparer de cette somme que l'assassin du Solier s'est introduit chez les Rousson le soir, à la veillée, et y a été reçu et traité comme un ami. Les restes du repas, relativement somptueux, qui lui a été offert, attestent qu'il n'était pas un visiteur ordinaire, mais un ami, peut-être même un parent à qui on voulait faire honneur. C'est ainsi que l'accusé s'est introduit chez les Chabrol. C'est ainsi qu'il a reconnu par le meurtre et le vol leur bienveillante hospitalité. C'est ainsi qu'il a surpris les uns et les autres, les a frappés de sa hache, se servant de la main gauche, comme il en avait l'habitude. Enfin, le cri de l'opinion publique, la voix unanime de ses parents eux-mêmes l'accusent hautement de ces deux crimes.

L'assassinat de François Rousson a eu, comme celui de Victor Chabrol, un vol pour objet; l'assassinat des trois autres membres de cette famille a eu pour objet d'assurer la consommation du vol et l'impunité du coupable; la tentative d'assassinat commise sur la personne de Célestin Rousson n'a manqué d'aucune des circonstances qui la constituent généralement; l'assassin croyait évidemment avoir accompli son œuvre quand il a quitté le théâtre de ses crimes.

En conséquence, le nommé Maurice Rousson est accusé de s'être rendu coupable:

1° D'avoir, dans la nuit du 25 au 26 février 1851, au hameau du Solier, commune de Saint-Etienne, vallée Française (Lozère), volontairement donné la mort à François Rousson, dudit hameau de Solier; à Jeanne Chabrol, femme dudit Rousson; à Jules Rousson, leur fils aîné, et à Louise André, veuve Rousson;

2° D'avoir encore, dans la même nuit et au même lieu, volontairement tenté de donner la mort à Célestin Rousson, âgé d'environ six ans, laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

Ces quatre meurtres et cette tentative de meurtre ont été commis: 1° avec préméditation; 2° dans le but soit de préparer, faciliter ou exécuter un vol, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des crimes ci-dessus mentionnés.

3° D'avoir, dans la nuit du 11 au 12 septembre 1854, au mas Buisson, susdite commune de Saint-Etienne, vallée Française (Lozère), volontairement donné la mort à Jean-Jacques Victor Chabrol, audit mas Buisson, à Jeanne-Marie Espagnac, femme dudit Chabrol, à Jules Chabrol, leur fils aîné, et à Auguste-Ferdinand Chabrol, leur fils puîné.

4° D'avoir encore, dans la même nuit et au même lieu, volontairement tenté de donner la mort à Irma Chabrol, âgée de onze ans, laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

Ces quatre meurtres et cette tentative de meurtre ont été commis: 1° avec préméditation; 2° dans le but, soit de préparer, faciliter ou exécuter un vol, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité de l'auteur des crimes susmentionnés.

La lecture de l'acte d'accusation étant terminée, M. le président procède à l'interrogatoire de l'accusé qui ne répond rien aux questions qui lui sont adressées.

On passe aussitôt à l'audition des témoins.

Jules Laporte: L'instituteur d'Avèlac m'avait chargé d'apporter une lettre à François Rousson, du Solier; je m'y rendis le jeudi, 27 février, avec mon camarade Rouzier; j'entraî à l'école supérieure, je vis la mère de François Rousson dans son lit, je crus qu'elle dormait; je descendis au rez-de-chaussée. Je poussai la porte; la première chose qui s'offrit à mes regards fut le cadavre de François Rousson; je le dis à mon camarade Rouzier, et nous fumes précipitamment au hameau voisin pour faire connaître cet événement.

Baptiste Rousson: Le jeudi, vers quatre heures du soir, Jules Laporte me remit une lettre de l'instituteur, et me dit en même temps qu'il venait d'entrer chez François Rousson, et que dans la cuisine il y avait un homme mort; j'y courus aussitôt, et je vis, en effet, le cadavre de François Rousson; j'envoyai aussitôt chercher du secours. La veuve Larguier arriva aussitôt; nous entendîmes des gémissements poussés dans la chambre à côté; la porte en était fermée; je la poussai, et j'aperçus derrière cette porte le cadavre de la femme Rousson étendue par terre. Au même instant, je vis le jeune Célestin Rousson qui se dressa sur ses genoux, dans le lit où il était couché; il retomba au même instant. En tournant la tête de l'autre côté, je vis le cadavre de Jules Rousson, le plus âgé des enfants, qui n'avait que sa chemise repliée sur l'estomac. Je sortis aussitôt avec la femme Larguier, et étant montés à l'étage supérieur pour crier au secours, nous trouvâmes la mère de François Rousson morte dans son lit, la figure ensanglantée. Jules et Célestin Rousson n'étaient pas morts; nous leur donnâmes tous les secours que nous pûmes. Jules expira à minute, Célestin Rousson a pu être sauvé; mais à toutes les questions que nous lui adressâmes, il répondit toujours: Je ne me rappelle pas.

Après l'audition de ces témoins, la séance est levée et renvoyée à ce soir deux heures.

L'audience est reprise à deux heures de relevée.

On continue l'audition des témoins.

Messidor Pierredon, membre du conseil municipal de Saint-Etienne, vallée Française: Je crois que François Rousson avait peu d'argent, je devais moi-même lui prêter 300 fr., et je sais qu'il avait sollicité un emprunt à un de ses parents de Saint-Jean-du-Gard; mais comme il avait un peu de vanité, il se vantait d'avoir en sa possession la somme nécessaire pour payer le bien dont il s'était rendu adjudicataire; je sais aussi qu'il s'était fortement opposé au mariage de l'accusé avec Emilie Imbert, sa nièce, mariage qui eut lieu nonobstant cette opposition. En ce qui concerne le crime du Solier, je ne sais autre chose, si ce n'est que, comme voisin de ce hameau, je m'y suis rendu quand on est venu m'annoncer ce fatal événement et que j'ai vu qu'après avoir assassiné toute cette famille, le meurtrier a tout fouillé dans l'armoire; tout dans cette maison était en désordre.

L'opinion publique se prononce énergiquement contre l'accusé, on le croit généralement coupable du crime du Solier et du crime du mas Buisson.

L'accusé, interpellé sur ce qu'il a à dire sur cette déposition, répond: Je ne dirai pas tant de mal du témoin qu'il en dit lui-même de moi, et cependant il doit bien savoir que son frère, à l'époque du crime du Solier, prétendit ne rien devoir à la victime; mais il fut convaincu de mensonge, puisqu'il fut prouvé qu'il devait une somme de 80 fr. à François Rousson.

Ferdinand Gaillard, à Saint-Etienne, vallée Française, maire de cette commune à l'époque du crime du Solier.

Pendant près de deux heures, ce témoin rapporte tous les faits consignés dans le procès-verbal de constat par lui dressés lors de la découverte du crime; il se livre aussi à de longues appréciations astronomiques pour déterminer l'heure à laquelle le témoin suivant avait entendu les cris partant du Solier, et dit en concluant:

« D'après les expériences par moi faites et la position où se trouvait le baudrier d'Orion lorsque la femme Mazoyer entendit les cris partant du Solier, il était minuit ou minuit un quart. »

« Lorsque nous nous transportâmes au Solier, l'accusé Rousson était si obéissant auprès des magistrats, il était si jeune, que personne ne le soupçonna. »

« Nous interrogâmes attentivement le jeune Célestin Rousson; à toutes nos questions il répondit d'abord invariablement: « Je ne m'en souviens pas. » Plus tard, et lorsqu'il eut été placé à Saint-Etienne-Vallée Française, il m'a dit que l'assassin de sa famille était un homme grand, à chapeau blanc, portant une grande barbe; qu'il l'avait vu entrer dans la chambre où il était couché, aller droit à son frère Jules et le frapper d'un coup de hache, se diriger ensuite sur lui et le frapper d'un couteau; que cet assassin avait une lampe à la

main. « Quand nous lui fîmes remarquer, ajoute le témoin, qu'il ne pouvait pas avoir une lampe d'une main et le frapper d'un coup de l'autre, puisqu'en même temps il avait une hache, il répondit aussitôt: « Oui, mais pour me frapper il posa la hache sur une chaise; après avoir reçu le coup de couteau, je fis le mort. »

« J'étais à Alais, poursuit le témoin, lorsque l'accusé y fut arrêté à la suite du crime du mas Buisson; la femme Fréquet, aubergiste, me dit que Maurice Rousson était arrivé chez elle à sept heures du matin; qu'il était triste, qu'il baisait la tête; que sa femme n'était pas gaie non plus, qu'ils déposaient la rent, et que pendant le déjeuner on avait entendu des coups de l'argent; que Maurice Rousson sortit pour faire une commission; qu'il emporta un paquet, qu'il ne rapporta pas sa rentée dans l'auberge. La réputation de l'accusé n'est pas bonne; ma conviction inébranlable est qu'il est coupable des deux crimes. »

L'audience est levée et renvoyée au lendemain à huit heures du matin.

Audience du 23 mars.

L'audience est ouverte à huit heures et demie du matin. L'affluence du public est toujours énorme. On reprend l'audition des témoins.

César d'Hombres fils: Le mardi 25 février 1851, je fus passer la veillée dans la maison de Maurice Rousson, il était déjà au lit, je restai chez lui jusqu'à dix heures et demie; nous faisons ensemble nos prestations des chemins vicinaux, lorsqu'on annonça le crime du Solier, l'accusé me parut très affecté; plus tard, je le priai de m'apporter une charge de châtaignes au marché. « Je le ferai, me dit-il, mais je ne veux pas marcher la nuit. »

Quelque temps après le crime du Solier, nous en causâmes ensemble; il me dit: « Celui qui a fait cela en fera bientôt un autre, puisqu'il n'a pas été découvert. — Mais, lui dit mon père, les pierres parlent. — Bah! répondit l'accusé, il n'y a qu'à bien prendre ses précautions, qu'à tout cacher, qu'à tout faire disparaître (qu'à tout recata, qu'à tout cabi). » Nous autres buâmes ce propos à la légèreté de son caractère.

M. Prudel, officier de santé: Aussitôt après l'assassinat de la famille Chabrol au mas Buisson, je m'y transportai. L'état de Jules Chabrol était très alarmant; il mourut dans la soirée; la femme Corbier lui demanda le nom de l'assassin, il nous sembla qu'il désignait Maurice Rousson, mais il avait beaucoup de peine à articuler.

Sabat, docteur en médecine: Après le crime du Solier, le jeune Célestin Rousson fut placé dans une maison voisine de la mienne; je l'ai souvent interrogé, mais il était facile de s'apercevoir qu'il avait de la répugnance à cette conversation, souvent cependant il m'a dit: « Je faisais le mort. »

M. Mathieu, juge d'instruction à Florac: A l'époque du crime du Solier, nous procédâmes par exclusion, et nous arrivâmes à concentrer nos investigations au hameau des Longognes; malheureusement nous nous trompâmes de porte en entrant chez Antoine Péloclan, nous avions interrogé le jeune Célestin Rousson. D'abord il nous déclara qu'il n'avait vu qu'un seul homme; qu'il était grand, de l'âge de son père, et portant une grande barbe. Ce signalement ne se rapportait pas à l'accusé; du reste, comment nos soupçons auraient-ils pu porter sur l'accusé? Il était si jeune, et puis si obéissant auprès de nous tous, que je crus un instant qu'il était le domestique du maire de Saint-Etienne-Vallée Française; mais depuis le crime commis au mas Buisson, à cause de son identité avec le crime commis au Solier, j'ai cru fermement que l'accusé est coupable de l'un et de l'autre.

Quant au crime du mas Buisson, lorsqu'on nous eut appris que la femme et Jules Chabrol avaient désigné Maurice Rousson comme leur assassin, nous nous transportâmes aussitôt au hameau des Longognes, domicile de ce dernier; nous interrogâmes son père et lui demandâmes combien il avait de haches; il nous répondit trois; on n'en trouva cependant que deux; il nous assura que la troisième n'avait disparu que depuis le samedi précédent. Il nous en donna le signalement. Maurice Rousson était parti pour Alais avec sa femme; le maréchal-des-logis Soulaiges s'y rend en toute hâte et procéda à son arrestation. Rousson est conduit devant nous; interrogé quel est le nombre de haches qu'il avait dans sa maison, il hésite et répond qu'il en a deux; on lui fait observer que son père a déclaré qu'il y en avait trois, et alors il répond: « Il y en a une troisième, mais elle est cassée. »

Une quarantaine de jeunes gens sont proposés à la recherche de cette hache, et bientôt Scipion Imbert, beau-frère de l'accusé, s'écrie, du haut du toit d'une magnanerie appartenant à ce dernier: « Voici la hache sous une tuile, elle est toute ensanglantée. » Aussitôt elle est remise à un conseiller municipal qui la présente au père de l'accusé; celui-ci la reconnaît parfaitement et fait remarquer qu'elle a été chaussée par un maréchal ferrant qui était présent. Celui-ci reconnaît l'exactitude de ce fait. La hache est aussi représentée à l'accusé, qui la reconnaît et se borne à dire: « C'est bien ma hache, mais tout autre que moi à bien pu la placer à l'endroit où elle a été trouvée. » Emilie Imbert, femme de l'accusé, était présente à la reconnaissance de cette hache, et s'adressant à lui, elle s'écria: « Misérable! tu ne peux plus nier, c'est bien ta hache! » Son mari, en versant des larmes, lui dit: « Emilie! regarde-moi, embrasse-moi; je vois bien que je suis perdu, aie bien soin de mes parents. — Avoue donc ton crime, lui répond celle-ci, car tu dois être coupable de l'assassinat du Solier comme de celui du mas Buisson. — Je l'avouerai, si tu le veux, lui répondit son mari, mais je ne l'ai pas fait. »

La veuille du crime, Maurice Rousson avait été à l'audience du juge de paix à Saint-Germain de Caberte, on avait remarqué son costume, les habits qu'il portait ce jour-là ne furent pas retrouvés; l'accusé, interrogé sur cette disparition, répondit qu'en allant à Alais, il les avait pliés dans un mouchoir et attachés à sa mule, et qu'aux portes d'Alais il s'était aperçu qu'il les avait perdus; sa femme, Emilie Imbert, lui donne un démenti, et affirme qu'en effet elle vit attacher ce paquet à la barde de la mule; qu'il est vrai, encore, que c'était aux portes d'Alais qu'elle s'était aperçue que ce paquet manquait; que, sur l'observation qu'elle en fit à son mari, ce dernier lui avait répondu qu'il les avait laissés à la maison lorsqu'il avait retourné pour aller chercher une pièce de vingt francs qu'il avait oubliés. Quelques jours après, un morceau de veste, taché de sang, a été trouvé sur le chemin que l'accusé avait parcouru pour se rendre des Longognes à Alais. Emilie Imbert déclare encore que lorsqu'elle avait été éveillée par son mari pour porter pour Alais, elle lui demanda s'il avait été déjà à Saint-Etienne chercher ses souliers, ainsi qu'il en avait manifesté l'intention la veille; il répondit: « Non, j'ai été seulement à la Peyre (à dix minutes de son domicile), où je me suis endormi. » (Ma conviction inébranlable, dit en terminant le témoin, est que l'accusé est coupable des massacres du Solier et du mas Buisson.)

Cette déposition, qui a duré près de deux heures, a vivement impressionné l'auditoire.

L'accusé, interpellé par M. le président, déclare qu'il n'a aucune observation à faire sur cette déposition.

Célestin Rousson, jeune enfant âgé de neuf ans, l'une des victimes du crime du Solier, est introduit. L'arrivée de ce jeune enfant est accueillie par un vif mouvement de curiosité. On remarque sur sa figure de profondes cicatrices; il ne paraît nullement ému. M. le président lui demande s'il connaît l'accusé; il répond négativement à toutes les questions qui lui sont adressées; il répond invariablement: « Je ne m'en souviens pas. » M. Mathieu, juge d'instruction, l'interroge, et viens pas. « M. Mathieu, juge d'instruction, l'interroge, et viens pas. » M. Mathieu, juge d'instruction, l'interroge, et viens pas. « M. Mathieu, juge d'instruction, l'interroge, et viens pas. »

« Tu as bien vu quelqu'un quand tu es allé frapper? » il répond: « Je ne l'ai qu'entrevu, je ne l'ai pas fixé. — Etait-il grand? — Oui. — Avait-il une grande barbe? — Oui. »

Antoine Péloclan. Ce témoin avait été soupçonné dès le principe du crime de Solier; il fut même mis en état d'arrestation et subit quelques jours de détention préventive. Il restait et subit quelques jours de détention préventive. Il restait et subit quelques jours de détention préventive. Il restait et subit quelques jours de détention préventive.

« La maison de l'accusé avait appartenu à la même famille; par suite d'un partage, elle a été divisée; une partie m'appartient, le reste appartient à Rousson père. Le jour où le crime du Solier fut commis, un moment après que César d'Hombres, qui était venu passer la veillée chez lui, se fut retiré, j'entendis l'accusé sortir de chez lui. Je fis bien parti de cette circonstance à la justice, mais les soupçons ne tombèrent jamais sur lui. »

D'Hombres père. Ce témoin rapporte, comme son fils, le propos de l'accusé: « Celui qui a commis le crime du Solier

que tu m'as dit ce que je rapporte. » M. le président engage la fille Laval à dire toute la vérité; il emploie d'abord la douceur, il ne peut y parvenir; il lui fait comprendre alors ce que sa position a de grave, et lui annonce que la Cour sera obligée de prendre des mesures contre elle. Aussitôt Henriette Laval verse d'abondantes larmes; M. le président croit devoir lever la séance et renvoyer la continuation de la déposition de ce témoin à demain.

ROLE DES ASSISES DE LA SEINE.

Voici la liste des affaires qui seront jugées par la Cour d'assises pendant la première quinzaine du mois d'avril prochain, sous la présidence de M. le conseiller Partarieu-Lafosse: Lundi 2, femme Bernard, vol par une ouvrière; — Crévéry, vol avec effraction dans une maison habitée. Le 3, femme Moinot, vol domestique; — Bernard et Bour, vol avec escalade. Le 4, Girod Roux, détournement par un commis; — Guyon, vols par un ouvrier. Le 5, Monet, vol par un serviteur à gages; — Sainton, idem; — Fille Launay, détournements par une femme de service à gages. Le 6, vendredi-saint, et samedi 7, pas d'audiences. Le 9, lundi de Pâques, pas d'audience. Le 10, Courtet et femme Lange, émission de fausse monnaie; — Simonin, attentats à la pudeur sur une jeune fille. Le 11, Veuve Babise et Babise, vol domestique et faux; — Femme Hamger, avortement provoqué par une sage-femme. Le 12, Gauchat et Lafarge, contrefaçon et émission de fausse monnaie d'argent; — Cognier, attentat à la pudeur avec violence sur sa fille légitime. Le 13, Toussaint et fille Quillier, faux en écriture authentique et publique; — Femme Grappin et femme Sierre, avortement provoqué par une sage-femme. Le 14, Montfort, Pétex et Berud, vol avec effraction; — Péricier, meurtre.

CHRONIQUE

PARIS, 27 MARS.

L'Ordre des avocats a procédé aujourd'hui à un second tour de scrutin pour la nomination d'un membre du conseil de discipline, en remplacement de M. Duvergier. Le nombre des votants était de 261. — Majorité absolue, 131. Les suffrages se sont ainsi répartis: MM. Templier, 98 voix. Crémieux, 62. Allou, 55. Grévy, 33. Voix perdues, 13. Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, il sera procédé, jeudi prochain, à un troisième scrutin. Le scrutin sera ouvert à neuf heures et fermé à midi.

L'Empereur a récemment étendu sa clémence sur un grand nombre de militaires subissant la peine des travaux publics ou celle de l'emprisonnement. 485 de ces condamnés ont obtenu, savoir: 299 d'entre eux grâce entière, et les 186 autres une réduction de peine.

Le 21 février dernier, une information a été faite par les gendarmes de Magny sur le point de savoir si le sieur Langlois, garde particulier, n'aurait pas chassé en temps de neige sur des terres confiées à sa garde. Langlois, interrogé par eux, n'a pas nié avoir chassé, grâce à son permis régulier, le 27 janvier précédent, et avoir tiré sur un renard, mais il a déclaré qu'il ignorait si ce jour-là la terre était couverte de neige. Trois témoins ont vu, en effet, Langlois tirer sur un lièvre, que son chien a poursuivi. Il n'y avait, en réalité, de doute que sur l'espèce de l'animal, objet de la convoitise du chasseur. Nonobstant la défense présentée par M. Adelon, Langlois a été condamné à 16 fr. d'amende par la 1^{re} chambre de la Cour impériale, présidée par M. le premier président Delangle.

Il paraît que les aéronautes, comme les sportsmen's, ont des équipages de diverses natures et de dimensions différentes. L'un des plus connus de ces hardis voyageurs aériens, M. Eugène Godard, est propriétaire entr'autres d'un petit aérostat en soie, portant l'inscription: Mesto, Braha Stead Prag, cubant 270 mètres, avec son filet et sa nacelle. Cet appareil aérien est resté entre les mains de M. Hiellard, autre aéronaute, à titre de garantie de diverses sommes, a lui dues par M. Eugène Godard. Diverses réparations paraissent urgentes à M. Hiellard, afin d'éviter la détérioration complète du ballon, mais

malgré tous ses efforts, il n'a pu obtenir le concours de M. Eugène Godard. Dans cette situation, comme ces réparations sont à la fois dans l'intérêt du créancier et du propriétaire, et qu'il devenait urgent de prendre un parti, le créancier dépositaire a fait assigner le déposant en référé.

M. Laden, avoué de M. Hiellard demandeur, a sollicité la nomination d'un expert chargé de constater régulièrement l'état actuel du susdit ballon, d'indiquer les travaux à y faire, de les faire exécuter sous sa direction et régler le montant du coût desdits travaux. Personne ne s'est présenté pour M. Eug. Godard; en son absence, M. le président de Belleyme a rendu une ordonnance autorisant le constat, et l'exécution des travaux seuls jugés nécessaires à la conservation de la chose; tous droits et moyens respectifs des parties expressément réservés.

M. Marais est jardinier-fleuriste; il cultive avec un soin extrême ses fleurs rares et précieuses que nous voyons en dépit de la saison orner les boudoirs et les salons; c'est rue Marbeuf et impasse Bizet qu'il a établi ses serres et ses jardins. En 1850, M. Chollet vint établir près de lui son usine, où il confectionne dans d'énormes proportions ses conserves de légumes connues aujourd'hui de tout le monde. L'usine fut rapidement construite, et elle fonctionna depuis le commencement de l'année 1851. Avant d'accorder à M. Chollet les autorisations nécessaires, l'administration fit procéder à un enquête de commodo qui n'amena aucune réclamation. Aujourd'hui, M. Marais a fait assigner M. Chollet en dommages-intérêts pour le préjudice que lui cause la fumée qui s'échappe de ses cheminées.

M. Didier, son avocat, expose au Tribunal que lorsque M. Marais eut connaissance de l'enquête qui était ouverte, lorsqu'il sut quelles étaient les formalités à remplir pour faire parvenir ses observations, les délais étaient déjà expirés et l'autorisation accordée; d'ailleurs, il est de jurisprudence que l'autorisation administrative ne met pas celui qui l'a obtenue à l'abri des réclamations que peut susciter le préjudice qu'il cause à ses voisins. Ici, le préjudice est certain et considérable. Jour et nuit, des flots d'une fumée noire et épaisse s'échappent des cheminées toujours en activité de l'usine Chollet et viennent se répandre sur les frères et fragiles produits de M. Marais, dont la fraîcheur faisait tout le prix. Chaque jour, et plusieurs fois par jour, M. Marais est obligé de faire essuyer feuille par feuille, fleur par fleur, et il ne peut, malgré ses efforts et ses dépenses, échapper aux conséquences mortelles pour lui du voisinage de M. Chollet.

Au nom de M. Chollet, M. Legras fait observer que M. Marais a été bien longtemps avant de s'apercevoir des inconvénients dont il se plaint si vivement. En choisissant pour le centre de son industrie l'avenue Marbeuf et l'impasse Bizet, M. Marais devait savoir qu'il ne choisissait pas le quartier des professions délicates et élégantes, mais celui des rudes labeurs, des métiers frappant l'encolure, des fourneaux toujours allumés; c'est ce qui a déterminé l'administration à accorder à M. Chollet l'autorisation qu'il sollicitait; elle a statué d'une manière définitive; sur quoi pourrait s'appuyer l'action de M. Marais? Sur l'article 1382 que vise la jurisprudence invoquée? Mais il faut que le préjudice soit le résultat d'une faute; or, M. Chollet use du droit qui lui est concédé, il y a un fait, il n'y a pas une faute de sa part. Au jardin même de M. Marais est adossé l'établissement des équipages militaires; c'est une administration bien plus vaste, sinon plus active que celle de M. Chollet; elle possède deux cheminées énormes qui vomissent une fumée bien plus noire et bien plus épaisse; c'est là que serait la cause du préjudice que pourrait éprouver M. Marais. Ainsi, en fait, M. Chollet ne cause aucun tort; en droit, il ne saurait être responsable des conséquences résultant de l'autorisation qu'il a obtenue.

Mais le Tribunal, attendu que l'autorisation administrative ne saurait avoir pour effet de soustraire Chollet à l'obligation de réparer le préjudice qu'il peut causer à Marais, a commis un expert pour vérifier ce qu'il peut y avoir de fondé dans les plaintes de ce dernier. (Tribunal de la Seine, 4^e chambre; audience du 1^{er} mars 1855; présidence de M. Manet.)

Le Tribunal correctionnel a condamné: le sieur Pons, marchand de charbon, rue Colbert, à 20 fr. d'amende pour déficit d'un kilo de charbon sur 50 kilos vendus. — Le sieur Momon, marchand de combustibles à Belleville, 67, rue Saint-Laurent, à trois jours de prison et 25 fr. d'amende pour déficit de 4 kilos 5 hectos de charbon sur 50 kilos vendus. — Et le sieur Delorme, marchand de combustibles à Montmartre, 4, boulevard des Martyrs, à trois jours de prison et 25 fr. d'amende pour déficit de 5 kilos 5 hectos de charbon sur 50 kilos vendus.

Par ordre du jour de M. le maréchal commandant l'armée de l'Est et la première division militaire, rendu en exécution de la loi de brumaire an V, M. le commandant Villerey, chef de bataillon au 66^e régiment d'infanterie, a été nommé juge près le 2^e Conseil de guerre permanent de la division, en remplacement de M. le com-

mandant Ganteaume, chef de bataillon au 9^e régiment d'infanterie, parti pour le camp de Lyon.

Par un autre ordre du jour de M. le maréchal, a été nommé juge près le 2^e Conseil de guerre M. Tranier, capitaine au 66^e régiment d'infanterie, en remplacement de M. Lauthier-Xaintrailles, capitaine au régiment de la gendarmerie de la garde impériale, promu au grade de chef d'escadron de la gendarmerie du département des Landes. MM. Rodet, lieutenant au 63^e régiment d'infanterie, et Briault, sous-lieutenant au 4^e régiment de chasseurs à cheval, ont été nommés par la même décision juges près le même Conseil, en remplacement de MM. Guérinel, lieutenant au 32^e régiment d'infanterie, et Massota, sous-lieutenant au même corps.

Par un autre ordre du jour, le sieur Brisse, sergent-major au 63^e régiment d'infanterie, a été nommé juge près le 2^e Conseil de guerre, en remplacement du sieur Charles, sergent-major au 67^e régiment de la même armée. Les nominations de ces nouveaux membres de la justice militaire ont été notifiées à tous les corps en garnison dans la division.

Par suite d'expropriation, l'étude de M. Thourard, notaire à Paris, est transférée, à partir du 15 mars 1855, de la place du Châtelet, 6, à la rue de Rivoli, 66, à l'angle du boulevard du Centre.

Bourse de Paris du 27 Mars 1855.

Table with 2 columns: Instrument (Au comptant, Fin courant) and Price (Baisse). Includes values for 3 0/0 and 4 1/2 0/0.

AU COMPTANT.

Table with 2 columns: Instrument (FONDS DE LA VILLE, etc.) and Price (Cours, Plus haut, Plus bas, Dern. cours). Includes values for 3 0/0 j. 22 juin, 3 0/0 (Emprunt), etc.

Table with 2 columns: Instrument (A TERME) and Price (Cours, Plus haut, Plus bas, Dern. cours). Includes values for 3 0/0, 3 0/0 (Emprunt), etc.

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with 2 columns: Station (Saint-Germain, Paris à Orléans, etc.) and Price (Cours). Includes values for Paris à Caen et Cherb., Paris à Orléans, etc.

Le troisième volume du Répertoire général du Journal du Palais vient enfin de paraître à la librairie Henri Plon. Ce volume si impatiemment attendu, contient la TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET DÉCISIONS rapportés par le Journal du Palais et par les Recueils Sirey-Davilleneuve et Dalloz, avec renvoi aux trois Recueils.

OPÉRA. — Aujourd'hui mercredi, 28 mars, 20^e représentation de la Juive; M^{lle} Cruvelli jouera Rachel; M. Gueymard Eléazar; les autres rôles par MM. Depassio, Boulo, et M^{lle} Marie Dussy.

A l'Opéra-Comique, les Diamans de la Couronne, opéra en trois actes, de MM. Scribe et Saint-Georges, musique de M. Auber. M^{lle} Caroline Duprez remplira le rôle de la Catarina. Les autres rôles seront joués par MM. Couderc, Riquier, Delaunay, R. Nathan et Boulart.

THÉÂTRE-LYRIQUE. — Aujourd'hui, le Bijou perdu, dont le principal rôle sera chanté par M^{lle} Gas-Corbale, et les Charmeurs, opéra-comique en 1 acte, de M. Poise.

THÉÂTRE IMPÉRIAL DE GRÈVE. — Dernières représentations du Drapeau d'honneur. Dimanche, au bénéfice de M^{lle} Person, Hamlet, par Rouvière. Samedi 7 avril, reprise des Pitules du diable.

Imprimerie de A. Guyot, rue Neuve-des-Mathurins, 18.

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES.

BELLE PROPRIÉTÉ PRÈS BOURGES.

Etude de M. L. MARTIN, avoué à Bourges, rue de la Chappe, 5. Vente par adjudication à la barre du Tribunal civil de Bourges, le vendredi 13 avril 1855, deux heures de relevée. De la belle PROPRIÉTÉ DE BOUY, situées communes de Saint-Georges-sur-Moulin, Pigny et Fussy, à dix kilomètres de Bourges et du chemin de fer du Centre. Cette propriété se compose: D'une maison de maître, maison de régisseur, et bâtiments d'exploitation. Elle comprend en outre une contenance: En prés, de 5 hectares 6 ares; En terres et jardins, de 52 hectares 17 ares; En vignes, de 7 hectares 95 ares 25 centiares. Mise à prix: 30,000 fr. S'adresser: 1^o A M. MARTIN, avoué poursuivant; 2^o A M. Louveau, avoué de la partie saisie; 3^o A M. Ancillon, avoué présent à la vente. (4362)*

DEUX DOMAINES (INDRE).

Etude de M. Jean-Baptiste BARGAT, avoué licencié à La Châtre (Indre). Vente par licitation, entre majeure et mineurs, en l'audience des criées du Tribunal civil de première instance séant à La Châtre, le mardi 24 avril 1855, onze heures du matin: 1^o D'un DOMAINE appelé de Bellevue, situé sur les communes de Saint-Aout Sassignes, ar-rondissements de La Châtre et de Châteauroux (Indre), consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, cour, jardin, terres labourables et pacages; le tout se tenant et d'une superficie to-

tales de 96 hectares 88 ares 60 centiares; 2^o D'un autre DOMAINE appelé de la Chabatterie, situé sur les communes de Mers, Saint-Aout et Sassignes, arrondissements de La Châtre et de Châteauroux, consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, cour, jardin, terres labourables et pacages; le tout se tenant et d'une superficie totale de 86 hectares 42 ares 37 centiares. 3^o Et de la moitié d'un semis de sapins et chênes, situés sur les communes de Saint-Aout, Mers et Sassignes, arrondissements de La Châtre et de Châteauroux; ledit semis d'une contenance totale d'environ 133 hectares 91 ares 60 centiares. Ces immeubles dépendaient autrefois de la terre du Magné. Cette vente sera faite en trois lots, outre les clauses et conditions insérées au cahier des charges, sur les mises à prix suivantes: Le 1^{er} lot se composant du domaine de Bellevue, sur la mise à prix de 18,000 fr. Le 2^e lot se composant du domaine de la Chabatterie, sur celle de 16,000. Le 3^e se composant du semis, sur celle de 6,000. Total. 40,000 fr. Sauf le droit de réunion des deux lots et même des trois en un seul. (4371)

2 MAISONS A MONTMARTRE

Etude de M. PICARD-MITOUFLET, avoué à Paris, rue Drouot, 14. Vente au Palais-de-Justice, à Paris, le samedi 14 avril 1855, à deux heures de relevée, en un seul lot, DE DEUX MAISONS ne formant qu'une seule propriété, situées à Montmartre, près Paris, rue du Vieux-Chemin, 20, et impasse Traineau. Mise à prix: 15,000 fr. S'adresser: 1^o Audit M. PICARD-MITOUFLET; 2^o A M. Boindot, avoué à Paris, rue Ménars, 14. (4273)

MAISON A GRENELLE

Etude de M. GOISET, avoué à Paris, rue Louis-le-Grand, 3. Vente sur surenchère du sixième, au Palais-de-Justice à Paris, le jeudi 12 avril 1855, à deux heures, D'une MAISON sise à Grenelle, près Paris, rue du Commerce, 62. Mise à prix: 44,000 fr. S'adresser: 1^o A M. GOISET, avoué poursuivant, rue Louis-le-Grand, 3; 2^o A M. Levaux, avoué, rue des Sts-Pères, 7; 3^o A M. Thomas, avoué, rue St-Honoré, 301; 4^o A M. Chéron, avoué, rue Sainte-Hyacinthe-Saint-Honoré, 4; 5^o A M. Pochard, avoué, rue Louis-le-Grand, n^o 25; 6^o A M. Tissier, avoué, rue Rameau, 4. (4331)

MAISON A LA CHAPELLE.

Etude de M. LABBE, avoué à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, 6. Vente au Palais-de-Justice à Paris, sur baisse de mise à prix, le mercredi 11 avril 1855, audience des criées, deux heures de relevée, D'une MAISON sise à La Chapelle-St-Denis, rue de Léon, 3 ancien et 3 nouveau. Mise à prix: 12,000 fr. L'ancienne mise à prix était de 20,000 fr. Revenu net environ: 2,500 fr. S'adresser audit M. LABBE, à M. Vinay, avoué, rue Louis-le-Grand, 21, et à M. Damas, rue de Miroménil, 48. (4338)

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES.

PROPRIÉTÉ A NOGENT-SUR-MARNE.

Etude de M. H^{er} BISSON, notaire à Nogent-

sur-Marne, près Vincennes. A vendre, la belle PROPRIÉTÉ de M^{lle} la marquise de P..., à Nogent-sur-Marne. Maison et jardin délicieux, rivière, terrasse, à vue unique en amphithéâtre sur la Marne et la vallée de Beauté. Contenance, 3 hectares environ. Cette propriété convient à la division et à la spéculation. Nagent sera à quelques minutes de Paris par l'établissement prochain de deux chemins de fer. (4269)*

IMMEUBLES AUX CHAMPS-ÉLYSÉES ET A BATIGNOLLES.

Adjudication en la chambre des notaires de Paris, le mardi 24 avril 1855: 1^{er} lot. MAISON à Paris, avenue Cours-la-Reine, 20, aux Champs-Élysées, cour et terrain derrière, le tout contenant 688 mètres 44 décimètres 60 centimètres. Mise à prix: 100,000 fr. 2^o lot. TERRAIN de 318 mètres 17 décimètres 5 centimètres sur la rue Bayard, tenant au 1^{er} lot. Mise à prix: 20,000 fr. 3^o lot. PROPRIÉTÉ avec ateliers de construction de serrurerie pour bâtiments, situé commune de Batignolles-Monceaux, près la barrière de Courcelles, entre les rues projetées Guyot et Cardinet, louée par bail notarié jusqu'au 1^{er} octobre 1874, moyennant 7,500 fr. par an. Mise à prix: 80,000 fr. Il y aura adjudication même sur une seule enchère. S'adresser: 1^o Sur les lieux; 2^o A M. DELAPALME aîné, notaire à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, 5; 3^o Et à M. Roquetant, notaire à Paris, rue St-Anne, 69. (4347)*

A LOUER BIENVILLE et ses dépendances, situés près d'Étampes, sur le chemin de fer d'Orléans.

S'adresser à M. Jules POTIER, notaire à

Paris, rue Richelieu, 43; et sur les lieux, à M^e Brossard, notaire. (4363)*

MAISON DE CAMPAGNE ASNIÈRES.

rue Denys-Papin, 2 (même sur une seule enchère), en la chambre des notaires de Paris, par M^e ANGOT, le 24 avril 1855. Mise à prix: 12,000 fr. S'adresser à M^e ANGOT, notaire à Paris, rue Saint-Martin, 88. (4364)*

MAISON à Paris, rue Saintonge, 43, à vendre (même sur une seule enchère), en la chambre des notaires de Paris, le 24 avril 1855, à midi. — Revenu: 18,100 fr. environ. — Mise à prix, 240,000 fr. S'adresser à M^e MESTAYER, notaire, rue de la Chaussée-d'Antin, 27 bis. (4359)*

MAISON à Saint-Germain-en-Laye, rue de Lorraine, à vendre à l'amiable. — S'adresser à M^e GRIPPON, notaire à Paris, rue Vivienne, 22, et à M^e Chevalier, notaire à Saint-Germain. (4323)*

VENTE par autorité de justice, à l'hôtel des commissaires, rue Rossini, à Paris, le samedi 31 mars 1855, à midi. Par le ministère de M^e BLOT, commissaire-priseur. Consistant en vaisselle d'argent, bagues et joyaux d'une valeur excédant 300 francs, notamment en rivière en diamants-ayant 85 pierres, une bague en brillants à 3 pierres, bagues en or, boucles d'oreilles en or, chaînes en or, crochets de montres en or, différents objets cassés en or, poinçons, étuis, passe-lacets en or, cafetière en argent revêtu du poinçon de l'État, flambeaux en argent, saucière et son plat en argent, porte-huilière en argent, sucrier en cristal, panadière en argent, bracelet en argent, boucles de souliers idem, et autres objets. (4372)

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST, Rue et place de Strasbourg.

AVIS.

Le conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer de l'Est a l'honneur d'informer MM. les actionnaires qu'ils sont convoqués en assemblée générale ordinaire et extraordinaire le samedi 28 avril prochain, salle Herz, rue de la Victoire, à trois heures précises.

Les porteurs de quarante actions (anciennes et nouvelles indistinctement), qui désirent assister à cette assemblée, devront, conformément à l'article 37 des statuts, se présenter au siège de la société, rue et place de Strasbourg, depuis le 2 jusqu'au 13 avril, de onze heures à trois heures, pour faire le dépôt de leurs titres et retirer leur carte d'admission.

L'assemblée aura à délibérer : Comme assemblée ordinaire et annuelle, Sur l'approbation des comptes de l'exercice 1854 ; Et comme assemblée extraordinaire, Sur les pouvoirs à donner au conseil d'admini-

stration, relativement : 1° A la demande en concession de l'embranchement de Troyes à Bar-sur-Seine ; 2° A la demande en concession de l'embranchement de Lunéville à Saint-Dié ; 3° Au raccordement du chemin de Vincennes avec la ligne de Paris à Mulhouse ; 4° A la ratification de l'embranchement de Provins compris dans la ligne de Paris à Mulhouse ; 5° Au raccordement éventuel de la ligne de Strasbourg à Bâle, avec le chemin de fer central suisse. (13392)*

A CÉDER après décès, une étude d'avoué de première instance à 20,000 fr. — M. Barny, rue Lamartine, 29. (Affr.) (13391)

A Vendre 12,000 fr. fonds de pension bourgeoise, bail, 9 ans; loy. 2,000 fr. M. Pérard, 53, rue Montmartre. Autres fonds de tous prix. (13393)

CAOUT-GUTTA NOUVELLE DÉCOUVERTE. Vêtements imperméables sans odeur, procédé SOREL (honoré de 4 médailles d'or), les seuls salubres, ne concentrant pas la transpiration sur

le corps, et à moitié prix du caoutchouc ordinaire, imperméabilisation, à façon, de 1 à 2 fr. le mètre de toutes étoffes, draps et velours; vente en pièces, casquettes et jambières. Gros et détail, à la fabrique, r. Pierre-Lévy, 12 (fig du Temple), Paris. (13304)*

NETTOYAGE DES TACHES sur la soie, le velours, la laine, sur toutes les étoffes et sur les gants de peau par la

BENZINE-COLLAS. 1 fr. 25 c. le flacon, r. Dauphine, 8, Paris. (13416)*

DENTS ET RATELIERS PERFECTIONNÉS DE HATTUTE-DURAND, Chirurgien-Dentiste de la 1^{re} division militaire. GUERISON RADICALE DES DENTS CARIÉES 13, passage Vivienne.

Changeement de domicile pour cause d'agrandissement. ORFÈVRE CHRISTOFLE MAISON DE VENTE. 33, Boulevard des Italiens, 35, PAVILLON DE HANOY. Exposition permanente DE LA FABRIQUE C. CHRISTOFLE ET C^o. (12429)

DENTIFRICES LAROSE L'Élixir au Quinquina, Pyréthre et Gaiac est reconnu d'une supériorité incontestable. Pour conserver aux dents leur blancheur naturelle, il faut les nettoyer avec ces dentifrices. La poudre Dentifrice, également composée de quinquina, pyréthre et gaiac, est plus efficace que la magnésie anglaise, joint de plus à son action la propriété de se détacher des dents, et prévient ainsi leur déchaussement et leur carie. Chaque objet est accompagné d'une étiquette et instruction portant la signature et le sceau de l'auteur. Prix du flacon d'Élixir ou de Poudre. 1 fr. 25 c. Les six flacons par Paris. ... 6 fr. 50 c. Paris, J. P. LAROSE, ph. r. des Pellets-Champs, 21. Dans les Départements et à l'Étranger, chez les Principaux Pharmaciens, Parfumeurs, Pharmaciens. (13308)

AVIS. Les Annonces, Réclames Industrielles ou autres, sont reçues au bureau du Journal.

Henri PLON, éditeur des Codes expliqués, par M. Rogron; du Traité de la Hiérarchie Administrative, par M. A. Trolley; des Éléments du Droit Pénal, par M. Ortolan; rue Garancière, 8, à Paris. MISE EN VENTE DU 13^e DU RÉPERTOIRE GÉNÉRAL DU JOURNAL DU PALAIS COMPRENANT LES TABLES. Prix : 20 fr. Les anciens souscripteurs qui enverront un mandat de 20 fr. recevront immédiatement le vol. franco. Ils devront indiquer s'il doit être in-8° ou in-4°, l'édition ayant été imprimée dans les 2 formats. Le volume de Supplément, contenant la Jurisprudence depuis le dernier volume publié jusqu'au 1^{er} janvier 1855, est en préparation; il paraîtra vers le milieu de cette année.

RUE D'ENGHEN, 48. M. DE FOY INNOVATEUR-FONDATEUR. SEUL, j'ai droit de porter ce titre : INNOVATEUR-FONDATEUR de LA PROFESSION MATRIMONIALE, parce que c'est moi, de Foy, qui l'ai relevée, innovée et fait sanctionner. 29 ANNÉES d'expérience, d'études laborieuses et spéciales, unies à des relations immenses, offrent aux Dames veuves, ainsi qu'aux pères et mères de famille, ce privilège EXCEPTIONNEL : « qu'ils peuvent, par la médiation de M. de Foy, (en dedans de 24 heures), SORTIR DE CHEZ EUX, trouver à marier, instantanément et richement, leurs filles, avec toutes les convenances les mieux assises, selon leurs goûts, vues et desirs, et puiser, dans le précieux répertoire de M. de Foy, (en dedans de 24 heures), VINGT PARTIS à leur choix dans la haute noblesse, la magistrature, l'épée, la diplomatie, les charges en titre, la finance, le négoce, comme, aussi, les plus riches partis des diverses nations. » Un mystère enveloppe le nom de M. de Foy dans les négociations, comme dans les correspondances. — Un appartement vaste permet de ne jamais se rencontrer, et, pour résumer, la maison de M. de Foy est une tombe et un confessionnal pour la discrétion. — Comme par le passé, M. de Foy accueillera toujours, avec plaisir, l'aide et le concours de correspondants d'une grande honorabilité, principalement dans ces cinq royaumes : LA FRANCE, L'ANGLETERRE, LA BELGIQUE, L'ALLEMAGNE et les ÉTATS-UNIS. (Agréable.)

LA publication légale des Actes de Société est obligatoire dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, LE DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

AVIS. M. PASCAL, demeurant à Paris, place de la Bourse, 4, commissaire à l'exécution du concordat intervenu entre le sieur DESBRIAND, passager, rue du Cygne, 10, à Paris, et ses créanciers, le vingt-huit février mil huit cent cinquante-cinq, homologué par jugement du Tribunal de commerce de la Seine, en date du vingt-deux mars suivant, invite ceux de MM. les créanciers en retard de produire leurs titres de créances entre les mains de M. Pascal, dans le délai de huitaine de ce jour, leur déclarant que, faute par eux de le faire dans ledit délai, ils seront déchus, et en conséquence ne seront pas compris dans la répartition de l'actif abandonné par M. Desbrand à ses créanciers par le concordat sus-énoncé. (13390)

Ventes mobilières. VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 2. Le 28 mars. Consistant en table, chaises, poêle, verres, toilette, etc. (20) Le 29 mars. Consistant en commodes, boîtes, rayons, bureaux, etc. (21) Consistant en tables, chaises, commodes, armoires, etc. (24) Consistant en tables, chaises, gravures, fauteuils, etc. (25) Consistant en chaises, fauteuils, guéridon, baromètre, etc. (27) Consistant en commodes, café, sucre, rayons, mesures, etc. (28) Consistant en bureaux, fauteuils, chaises, lampes, etc. (29) Consistant en guéridon, commode, chaises, table, etc. (30) Consistant en bureau, chaises, glaces, divans, fauteuils, etc. (31) Consistant en comptoir, banquettes, fauteuils, etc. (32) F Consistant en carreaux, cartons, fauteuils, guéridon, etc. (33) Consistant en bureaux, table, lampes, fauteuils, etc. (34) En une maison sise à Paris, rue des Barrés-Saint-Paul, 17. Le 29 mars. Consistant en comptoir, mesures, brocs, entonniers, etc. (35) En une maison sise à Paris, rue de la Roquette, 182. Le 29 mars. Consistant en armoire, buffet, piano, tables, chaises, etc. (36) En une maison sise à Belleville, rue de Paris, 97. Le 29 mars. Consistant en comptoir, table, chaises, fours, falence, etc. (36) En une maison sise à Paris, rue Beaupaire. Le 30 mars. Consistant en tables, chaises, commode, armoire, etc. (22) En une maison sise à Paris, rue de Louvois, 2. Le 30 mars. Consistant en caisse, presse à copier, bureaux, etc. (23)

SOCIÉTÉS. Suivant acte reçu par M. Emile Fould, notaire à Paris, soussigné, qu'en sa minute, et son collègue, le quatorze mars mil huit cent cinquante-cinq, enregistré, MM. Charles-Jean KEENAN et Jean-Alexandre KEENAN, négociants, demeurant tous deux à Paris, rue des Jeuneurs, 35, ont formé entre eux une société en nom collectif, ayant pour objet la continuation des affaires de la maison de M. Jean Keenan, leur père, et notamment la fabrication par ses procédés et la vente des tulles et dentelles. Il a été dit : Que la raison et la signature sociales seraient KEENAN frères ; Que chacun des associés aurait la signature sociale, mais qu'il ne pourrait en faire usage que pour les affaires de la société ; Que le siège de la société a été fixé à Paris, rue des Jeuneurs, 35, où elle avait son principal établissement, mais il a été dit qu'il pourrait être transféré partout ailleurs, même hors Paris, si les associés le jugeaient convenable. La durée de la société a été fixée à dix années, qui ont commencé à

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Enregistré à Paris, le Mars 1855, F^o Reçu deux francs vingt centimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.